



Ouagadougou, le 05 avril 2026

COMMUNIQUE

Le Gouvernement du Burkina Faso a pris connaissance, par voie de presse, d'un faux rapport publié ce 02 avril 2026 par l'ONG Human Rights Watch sur la situation des Droits humains au Burkina Faso. Ce rapport, qui couvre selon ses inventeurs, la période 2023-2025 est un tissu de conjectures et d'allégations graves infondées dont Human Rights Watch est coutumière.

Le Gouvernement n'est nullement surpris par les agissements de cette soi-disant ONG totalement déconnectée des réalités du terrain qui n'a ni bureau, ni représentation au Burkina Faso. Elle se contente régulièrement de relayer des allégations d'individus choisis, recevant d'elle des subsides, pour lui offrir en contrepartie de quoi alimenter ses récits imaginaires et fantasmés.

Ce torchon qui est le condensé de la haine viscérale que la coalition des forces des ténèbres voue à la lutte de notre Peuple pour sa liberté et sa souveraineté, trouve un écho favorable dans les médias mensonges qui en assurent le service après-vente à coup de surenchères verbales et d'argumentaires d'une malhonnêteté intellectuelle évidente.

Les insuffisances méthodologiques, les approximations et les raccourcis empruntés n'ont qu'un but : diaboliser les patriotes burkinabè et nos vaillantes forces combattantes, les faire passer aux yeux de l'opinion internationale pour des prédateurs des Droits humains en vue d'assouvir les desseins funestes que nourrit l'impérialisme contre notre pays.

Le Gouvernement reste serein face à ces gesticulations, témoins du désarroi des forces néocoloniales et impérialistes, sponsors du terrorisme dans notre pays et dans le Sahel, qui entendent à travers Human Rights Watch imputer la responsabilité des massacres, viols, pillages, tueries et crimes odieux à nos valeureuses et loyales Forces de défense et de sécurité ainsi qu'à nos braves Volontaires pour la défense de la Patrie (VDP) alors même qu'elles en sont les vraies commanditaires voire les exécutants à travers les mercenaires envoyés en appui aux terroristes. Cette manœuvre s'inscrit dans une logique d'instrumentalisation de la cause des Droits humains à des fins politiques visant à fragiliser les efforts du digne peuple burkinabè dans la lutte contre le terrorisme.

Le Gouvernement souligne avec force que les intrépides combattants burkinabè se sont toujours battus avec professionnalisme et que leur engagement est d'abord fondé sur la préservation de la vie, la protection des Droits humains et la défense des populations vulnérables.

Le Gouvernement rappelle que la lutte contre le terrorisme constitue une priorité nationale absolue et qu'elle est conduite dans le strict respect des lois nationales ainsi que des engagements internationaux du Burkina Faso en matière de Droits humains.

Il reste engagé et déterminé à mener un combat sans merci contre la nébuleuse terroriste quelle que soit la forme qu'elle prend et les moyens qu'elle déploie ; qu'elle utilise la violence armée ou des crimes de papier comme ce faux rapport de Human Rights Watch. **En tout état de cause, le gouvernement se réserve le droit de prendre les mesures fermes qui s'appliquent contre toutes les officines impérialistes déguisées en ONG qui nourrissent le dessein funeste de briser la dynamique souverainiste du Burkina Faso.**

Le Burkina Faso libre et souverain poursuivra sa marche pour bâtir un avenir de dignité et de liberté conformément aux aspirations légitimes de ses populations.

Le Porte-parole du Gouvernement,



Pingdwendé Gilbert OUEDRAOGO
Officier de l'Ordre de l'Étalon